



COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 14 OCTOBRE 2015

L'an deux mil quinze, le quatorze du mois d'octobre, à 20 heures 03, le Conseil Municipal, dûment convoqué en date du 7 octobre 2015, s'est réuni au sein de la salle Henri Salvador sous la présidence de monsieur André VEYSSIERE, maire.

Conformément à l'article L.2121-18 du Code général des collectivités territoriales, la séance a été publique.

PRÉSENTS : M. André VEYSSIERE Maire, M. Frédéric NICOLAS, Mme Séverine LEVE, M. Michel ADAM, Mme Ana PEREIRA, M. Abdelaziz GUEMICHE, Mme. Ghislaine JENNER, M. Michel CLAVEL, Mme. Marie-Claude COLLET, M. Quentin GESELL, Adjoints au Maire. Mme. Sandra ROZOTTE, Mme Martine GESELL, M. Thierry PICHOT-MAUFROY, M. Abderrahman FERCHICHI, Mme. Julie SANS, Mme. Corinne LANGLES, Mme Véronique POISSON, M. Malet DRAME, M. Gérard BORDES, Mme Khadija ID HAMOU, M. Jacques GUILLEMAN, Mme Sarah BOUZID, M. Robert ANDRE, M. Michel DELPLACE, Mme. Annie CHASTAGNOL, M. France BOULAY, Conseillers municipaux.

ABSENTS ET EXCUSES :

Mme. Marie-Line BOUCHAUT représentée par Mme Martine GESELL
M. Fradiques MENDES-FERREIRA représenté par Mme Julie SANS
M. Van Phuoc TRAN représenté par Mme Sandra ROZOTTE
Mme. Amel SRAIDI représentée par M. Quentin GESELL
Mme. Janine LOPEZ représentée par M. Robert ANDRE
M. Faouzi GUELLIL représenté par Mme Sarah BOUZID

ABSENTS :

Mme Marcelle DELMARQUETTE

SECRETAIRE DE SEANCE : Monsieur Michel CLAVEL

Monsieur le Maire ouvre la séance du Conseil municipal du 14 octobre 2015 et nomme M. Michel CLAVEL en qualité de secrétaire de séance.

Ajout d'un point à l'ordre du jour

Le Conseil municipal, à l'unanimité, a accepté l'ajout d'un point à l'ordre du jour :

✦ Sinistrés du Sud : Subvention exceptionnelle au « Secours Populaire »

Sinistrés du Sud : Subvention exceptionnelle au « Secours Populaire »

Présentation par monsieur le Maire

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **DECIDE** l'attribution d'une subvention de 1000 euros au bénéfice de l'association 'Secours Populaire', afin de participer à l'élan de solidarité ayant cours suite aux violentes intempéries ayant touché la Côte d'Azur
- **SOUHAITE** que l'usage de cette subvention soit orienté vers l'aide aux victimes après les violentes intempéries qui ont frappé la Côte d'Azur le 4 octobre 2015
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune

Délibération n° 2015/102

Communication des décisions du Maire prises dans le cadre des délégations qui lui ont été données par délibération du Conseil Municipal

✦ **Décision n° 2015/55 en date du 17/06/2015 :**

Convention d'accueil en mini séjours d'enfants âgés » de 6 à 10 ans au sein de la base de loisirs de Champs-sur-Marne

✦ **Décision n° 2015/56 en date du 17/06/2015 :**

Convention de financement « REAAP »

✦ **Décision n° 2015/57 en date du 19/06/2015 :**

Traitement de matériaux contenant de l'amiante dans le cadre des travaux de réfection de la cantine sur le Groupe Scolaire LANGEVIN/WALLON

✦ **Décision n° 2015/58 en date du 22/06/2015 :**

Réalisation de l'Agenda Programmée (Ad'AP) pour la ville de Dugny

✦ **Décision n° 2015/59 en date du 25/06/2015 :**

Contrat de prestation de services pour la réalisation du spectacle « Le jardin des Saisons » au sein de l'école N. Mandéla, le 10 novembre 2015

✦ **Décision n° 2015/60 en date du 25/06/2015 :**

Renouvellement de la convention de prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement entre la Ville et la Caf de Seine Saint Denis

✦ **Décision n° 2015/61 en date du 26/06/2015 :**

Convention d'accueil des élèves de la Ville du Blanc-Mesnil pour l'année scolaire 2015/2016

✦ **Décision n° 2015/62 en date du 30/06/2015 :**

Maçonnerie dans le cadre des travaux de réfection de la cantine sur le Groupe Scolaire LANGEVIN/WALLON

✦ **Décision n° 2015/63 en date du 06/07/2015 :**

Convention de mise à disposition de services entre la ville de Dugny et la Communauté d'agglomération de l'Aéroport du Bourget

✦ **Décision n° 2015/64 en date du 07/07/2015 :**

Création de la mission emploi à Dugny

✦ **Décision n° 2015/65 en date du 07/07/2015 :**

Convention de financement -Sorties familiales et/ou Projets jeunes

✦ **Décision n° 2015/66 en date du 10/07/2015 :**

Convention de financement « Projets été 2015 »

✦ **Décision n° 2015/67 en date du 10/07/2015 :**

Maîtrise d'œuvre pour les travaux « retrait MCA » dans le cadre des travaux de réfection de la cantine sur le Groupe Scolaire LANGEVIN/WALLON

✦ **Décision n° 2015/68 en date du 16/07/2015 :**

Convention de partenariat avec la Caisse Primaire d'assurance (CPAM) pour favoriser l'accès aux informations et aux droits à la santé des dugnysiens

- ✦ **Décision n° 2015/69 en date du 16/07/2015 :**
Convention pluriannuelle d'objectifs 2015/2019 entre la Ville et l'association Club Gaston Dutour
- ✦ **Décision n° 2015/70 en date du 16/07/2015 :**
Signature du Projet de Santé du Centre municipal de Santé et de son annexe située au Pont-Yblon
- ✦ **Décision n° 2015/71 en date du 17/07/2015 :**
Numérisation et archivage électronique des bulletins de paie
- ✦ **Décision n° 2015/72 en date du 17/07/2015 :**
Acceptation de devis dans le cadre de la mise en place de cartes résidents sur la Commune
- ✦ **Décision n° 2015/73 en date du 17/07/2015 :**
Acceptation de devis pour la télésurveillance des locaux municipaux
- ✦ **Décision n° 2015/74 en date du 17/07/2015 :**
MAPA portant sur la réfection du sol du gymnase Alain Mimoun avec traçage pour le compte de la Ville de Dugny
- ✦ **Décision n° 2015/75 en date du 17/07/2015 :**
Signature du règlement du concours communal des habitations fleuries
- ✦ **Décision n° 2015/76 en date du 17/07/2015 :**
Signature du règlement du concours communale des jardins familiaux
- ✦ **Décision n° 2015/77 en date du 17/07/2015 :**
Signature du règlement du concours communal des décorations de Noël
- ✦ **Décision n° 2015/78 en date du 17/07/2015 :**
Signature du règlement des activités périscolaires et de loisirs sans hébergement
- ✦ **Décision n° 2015/79 en date du 05/08/2015 :**
MAPA portant sur l'acquisition d'un système d'exploitation sonore extérieur et intérieur de diffusion pour les besoins de la Ville de Dugny
- ✦ **Décision n° 2015/80 en date du 31/08/2015 :**
Modification de la régie de recette des droits de place
- ✦ **Décision n° 2015/81 en date du 31/08/2015 :**
Création de la sous régie pour les classes transplantées
- ✦ **Décision n° 2015/82 en date du 11/09/2015 :**
Convention de partenariat pour l'ouverture d'une consultation d'addictologie au centre municipal de santé
- ✦ **Décision n° 2015/83 en date du 14/09/2015 :**
Convention de mise à disposition temporaire du domaine public à « CMB ARTIMMO », Syndic de copropriété
- ✦ **Décision n° 2015/84 en date du 21/09/2015 :**
Convention de mise à disposition temporaire du domaine public avec l'organisme « Comité des fêtes de la Caserne des Roses
- ✦ **Décision n° 2015/85 en date du 21/09/2015 :**
Convention de mise à disposition temporaire du domaine public avec l'Association « Dugny Step Danse »
- ✦ **Décision n° 2015/86 en date du 21/09/2015 :**
Convention de mise à disposition temporaire du domaine public avec l'Association « AZS »
- ✦ **Décision n° 2015/87 en date du 25/09/2015 :**
Convention de mise à disposition temporaire du domaine public à un administré

Modification de la procédure interne de la Commande Publique

Présentation par monsieur Frédéric NICOLAS,

★ Modification de la procédure interne des marchés publics :

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **ABROGE** la délibération n° 2015/7 en date du 9 février 2015 adoptant le règlement interne de la Commande publique.
- **PREND ACTE** de la procédure interne mise en place en matière de marchés publics.

Délibération n° 2015/82

★ Délégation d'attribution du Conseil municipal consentie au Maire, en vertu de l'article L.2122-22 du CGCT

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **APPROUVE** les conditions d'exercice fixées comme suit et lui donnant la possibilité de :
 1. Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;
 2. Fixer, dans les limites du montant de 2500 € par droit unitaire, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;
 3. Procéder dans les limites d'un montant unitaire de 2 millions d'euros à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au « III » de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires dans les limites fixées ci-après :
 - a) Les emprunts devront être classés par rapport à la charte Gissler en vigueur et pourront être :
 - à court, moyen ou long terme et éventuellement sous forme obligataire
 - libellés en euro ;
 - avec possibilité d'un différé d'amortissement et/ou d'intérêts
 - au taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable), à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :

- des droits de tirages échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissement
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Par ailleurs, le Maire pourra à son initiative exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessus.

b) Pour les opérations financières utiles à la gestion des emprunts :

❖ Le Maire pourra procéder au remboursement anticipé des emprunts en cours avec ou sans indemnité compensatrice selon les termes convenus avec l'établissement prêteur et contracter éventuellement tout contrat de prêt de substitution pour refinancer les capitaux restant dus et, le cas échéant, les indemnités compensatrices dans les conditions et limites fixées au point a).

❖ Plus généralement, décider de toutes opérations financières utiles à la gestion des emprunts.

❖ Le Maire pourra procéder à des opérations de couverture des risques de taux permettant une amélioration de la gestion des emprunts.

Ces opérations comprennent, notamment la conclusion de contrats :

- d'échange de taux d'intérêt (swap)
- d'accord de taux futur (FRA)
- de garanties de taux plafond (CAP)
- de garantie de taux plancher (FLOOR)
- de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR)
- de terme contre terme (FORWARD/FORWARD)
- d'options sur taux d'intérêt.

Les opérations de couverture des risques de taux devront toujours être adossées à des emprunts réalisés ou à réaliser.

La durée des contrats de couverture des risques de taux ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels ils sont adossés.

Les index de référence pourront être :

- le T4M
- le TAM
- l'EONIA
- le TMO
- le TME,
- l'EURIBOR
- ou tout autre taux parmi ceux communément utilisés sur les marchés concernés.

Pour l'exécution de ces opérations de couverture des risques de taux, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

En conséquence, le Maire est autorisé à :

- lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations
- retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser
- passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée le cas échéant, résilier l'opération arrêtée
- signer les contrats de couverture des risques de taux et de change répondant aux conditions de la délégation.

c) Prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat (opérations de placement) :

❖ La décision prise dans le cadre de la délégation comportera, notamment :

- l'origine des fonds
- le montant à placer
- la nature du produit souscrit
- la durée ou l'échéance maximale du placement.

❖ Le Maire pourra conclure tout avenant destiné à modifier les mentions ci-dessus et pourra procéder au renouvellement ou bien à la réalisation du placement.

d) Réaliser les lignes de trésorerie :

Ces ouvertures de crédits seront liées et en corrélation avec les dépenses d'exploitation courantes.

4. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget

5. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7. De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10. De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

12. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14. De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15. Exercer, au nom de la Commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, dans la limite d'une somme de 900 000 Euros hors frais légaux d'acte, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code et signer les avants contrats et actes de vente en la forme administrative ou authentique dès que le droit de préemption exercé au prix et conditions de la Déclaration d'Intention d'Aliéner ou au prix fixé judiciairement ;

16. Intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle : en défense devant toutes juridictions, y compris en appel et en cassation, à l'exception des cas où la Commune serait elle-même atraite devant une juridiction pénale et en demande devant toute juridiction de référé et devant toute juridiction de plein contentieux lorsque la Commune encourt un risque de péremption d'instance ou de forclusion et dans tous les cas où la commune est amenée à se constituer partie civile devant les juridictions pénales et ce afin de :

a) défendre les intérêts moraux et matériels de la commune, des élus municipaux et du personnel communal dans le cadre de leurs fonctions d'une façon générale, notamment :

- faire respecter les clauses des contrats
- assurer la protection due au personnel
- défendre les droits et libertés de la commune
- faire respecter les décisions du Conseil Municipal et assurer l'exécution des arrêtés du Maire
- demander l'indemnisation des préjudices subis par la Ville en cas de refus d'exécution des décisions du Conseil Municipal et des arrêtés du Maire
- demander l'indemnisation des préjudices subis en cas de refus du concours de la force publique pour l'exécution des décisions de justice et d'une façon plus générale, en cas de carence des services de l'Etat
- assurer le respect de toute règle de droit édictée dans le domaine de compétence de la commune et du Maire (notamment en ce qui concerne l'urbanisme)
- défendre les intérêts de la commune dans toute affaire ayant des incidences financières pour elle
- assurer la protection et le respect du domaine public et privé de la commune
- se constituer partie civile pour obtenir réparation des préjudices subis par la commune.

b) Défendre la commune dans toute action intentée contre elle et en particulier :

- dans toute action mettant en cause le Maire, les Adjointes au Maire, les Conseillers Municipaux à l'occasion de leurs fonctions propres ou de celles qui leur sont déléguées
- dans toute action mettant en cause les fonctionnaires à raison de leurs fonctions
- contre tout déferé préfectoral

17. Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 € par sinistre;

18. De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19. De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20. Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 1 Millions d'Euros ;

21. Exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le Conseil Municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme (cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce ou de baux commerciaux) , dans la limite d'une somme de 900 000 Euros hors frais légaux d'acte, sous réserve du plafond susmentionné, le droit de préemption ainsi exercé, pourront être mis en œuvre pour un prix variant de plus de 10 % de la valeur déterminée par France Domaine, marge de négociation incluse et sous réserve des dispositions de l'article L. 1311-12 du CGCT.

Par ailleurs le Maire pourra à son initiative signer les avants contrats et actes de vente en la forme administrative ou authentique dès que le droit de préemption exercé au prix et conditions de la Déclaration d'Intention d'Aliéner ou au prix fixé judiciairement.

22. D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ;

23. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre.

- **RAPPELLE** que conformément à l'article L.2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, les compétences déléguées au Maire par le Conseil Municipal pourront faire l'objet de l'intervention du 1^{ER} Adjoint en cas d'empêchement du maire.

- **PRECISE** que le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération

Délibération n°2015/83

Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP) Adhésion des communes de Bièvres, de Grigny, Mériel et Rueil-Malmaison Modification des statuts

Présentation par monsieur le Maire,

★ **SIFUREP : Adhésion des communes de Bièvres, Grigny, Mériel et Rueil-Malmaison au titre de la compétence « service extérieur des pompes funèbres, crématoriums, sites cinéraires**

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **EMET** un avis favorable pour l'adhésion des communes de Bièvres, Grigny, Mériel et Rueil-Malmaison au titre de la compétence « service extérieur des pompes funèbres, crématoriums, sites cinéraires » au SIFUREP

- **AUTORISE** monsieur le maire, ou son représentant, à signer tout document administratif relatif à cette adhésion au syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne (SIFUREP)

Délibération n° 2015/84

★ **SIFUREP : Modification des statuts**

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **EMET** un avis favorable pour la modification des statuts du SIFUREP, annexés à la présente délibération

- **AUTORISE** monsieur le maire, ou son représentant, à signer tout document administratif relatif à cette modification des statuts du SIFUREP

Délibération n° 2015/85

Réserve parlementaire du Sénateur Vincent CAPO CANELLAS au titre de l'année 2015

Présentation par monsieur le Maire.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité

- **APPROUVE** l'affectation du montant de 10 000 euros proposé dans le cadre de la réserve parlementaire du Sénateur Vincent CAPO CANELLAS au titre de l'année 2015, au financement de l'opération de création d'une aire de jeux 2-8 ans rue Guynemer.

- **AUTORISE** monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à la réserve parlementaire du Sénateur Vincent CAPO CANELLAS au titre de l'année 2015.

- **PRECISE** que les crédits de dépenses sont inscrits à la section d'investissement du Budget Primitif 2015 de la ville.

- **DIT** que les crédits de recettes seront inscrits au budget de la ville, dès notification, par procédure budgétaire.

Délibération n° 2015/86

Engagement de la ville de Dugny dans l'élaboration de son Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE) et de son Agenda d'Accessibilité Programmée (AdAP)

Présentation par monsieur Frédéric NICOLAS.

21h00 - Monsieur Malet DRAMET quitte la séance du Conseil municipal.
Il est représenté par monsieur Gérald BORDES.

21h05 - Monsieur Abdelaziz GUEMICHE quitte la séance du Conseil municipal.
Il est représenté par monsieur Frédéric NICOLAS.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** l'Agenda d'Accessibilité Programmée tel que proposé pour la ville de Dugny.
- **APPROUVE** le Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics tel que proposé pour la ville de Dugny.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires pour l'exécution de ces dossiers.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte, document ou pièce en lien avec ces dossiers.
- **DIT** que les dépenses inhérentes aux travaux seront inscrites aux budgets de la ville (selon programmation pluriannuelle) aux articles et chapitres concernés.

Délibération n° 2015/87

Programmation Contrat de Ville 2015

Présentation par madame Séverine LEVE.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la programmation du Contrat de Ville en faveur des territoires prioritaires de la ville de Dugny
- **AUTORISE** Monsieur le Maire et son représentant, à solliciter les financements auprès de l'ensemble des partenaires (Fonds européen, Etat, Région, Département, Bailleurs, ARS, CAF, REAPP...).
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document qui s'avérerait nécessaire à la mise en œuvre des actions.
- **PRECISE** que les crédits seront reversés directement par l'Agence de Cohésion Sociale et de l'Egalité des Chances aux porteurs de projets.
- **DIT** que les dépenses sont inscrites au budget 2015 de la ville.
- **AUTORISE** le versement des subventions aux porteurs de projet.

Délibération n° 2015/88

Signature du Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération de l'Aéroport du Bourget

Présentation par madame Séverine LEVE,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** les termes du Contrat de ville présenté établi en faveur des territoires prioritaires de la Communauté d'Agglomération du Bourget.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant, à notifier à la Communauté d'Agglomération du Bourget la présente délibération relative au Contrat de ville.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le contrat de ville, et tous documents nécessaires y afférant.
- **PREND ACTE** que, s'agissant d'une compétence intercommunale, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Aéroport du Bourget, ou son représentant, signera par la suite tous les documents contractuels relatifs au Contrat de Ville de la Communauté d'Agglomération du Bourget.

Délibération n° 2015/89

Attribution de subventions à des associations dans le cadre du dispositif FIA 2015

Présentation par madame Séverine LEVE,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif au FIA.
- **APPROUVE** la programmation de la première commission FIA de la ville de Dugny.
- **ATTRIBUE** aux associations une subvention municipale au titre de l'action menée dans le cadre du FIA pour l'année 2015.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget de l'exercice en cours.

Délibération n° 2015/90

Dynamique Emploi- FSE 2015/2016

Présentation par madame Séverine LEVE,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** le projet Dynamique emploi visant à apporter une réponse globale à la problématique d'insertion socioprofessionnelle des jeunes dugnysiens
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire, ou son représentant, à solliciter les financements auprès de l'ensemble des partenaires
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à la mise en œuvre de ces actions.
- **DIT** que les dépenses et les recettes relatives à la mise en œuvre de ce projet Dynamique Emploi seront inscrites au Budget, aux articles et chapitres concernés.

Délibération n° 2015/91

Tarification des « cartes de résident » et des « cartes professionnelles »

Présentation par monsieur Michel ADAM,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, par 29 voix POUR et 3 ABSTENTIONS,

- **FIXE** à 5 euros le tarif de renouvellement de la carte de résident pour cause de perte ou de dégradations.
- **PRECISE** que les « cartes de résident » et « carte professionnelle » expirant à l'issue d'un délai de trois ans, leur renouvellement, dans ce contexte, se fera à titre gracieux.
- **DIT** que les crédits de recettes seront inscrits au budget de la ville des exercices concernés.

Délibération n° 2015/92

Communication du rapport annuel d'activités 2014 du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile- de- France (SIGEIF)

Présentation par monsieur le Maire

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** du rapport annuel pour l'exercice 2014 du syndicat pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF), conformément aux dispositions réglementaires.
- **AUTORISE** monsieur le maire, ou son représentant, à signer tout document administratif relatif au rapport 2014 du syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF).

Délibération n° 2015/93

Adoption du périmètre et du siège de l'Etablissement Public Territorial composant la Métropole du Grand Paris

Présentation par monsieur le Maire.

Monsieur Michel DELPLACE fait une déclaration.

★ Adoption du périmètre de l'Etablissement Public Territorial composant la Métropole du Grand Paris

**Après avoir délibéré, le Conseil municipal, par 29 voix POUR,
3 conseillers municipaux ne prenant pas part au vote.**

- **APPROUVE** le périmètre de l'Etablissement Public Territorial dit T7 ou « Territoire des Aéroports » tel que retenu et composé des communes suivantes : Aulnay-sous-Bois, Drancy, Dugny, Le Blanc Mesnil, le Bourget, Sevrans, Tremblay-en-France, Villepinte.

Délibération n° 2015/94

★ Fixation du siège de l'exécutif de l'établissement Public Territorial - T7 sur le territoire de la ville d'Aulnay-sous-Bois

**Après avoir délibéré, le Conseil municipal, par 29 voix POUR,
3 conseillers municipaux ne prenant pas part au vote.**

- **APPROUVE** la localisation du siège de l'exécutif et de l'administration du territoire fixée à Aulnay-sous-Bois, commune la plus peuplée du territoire concerné.

Délibération n° 2015/95

Soutien à la candidature de Paris à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) d'été 2024 et à l'accueil du Village Olympique

Présentation par monsieur le Maire.

Monsieur France BOULAY fait une déclaration.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **AFFIRME** le plein soutien de la ville de Dugny à la candidature de Paris aux Jeux Olympiques d'été de 2024.
- **AFFIRME** la forte volonté de la ville de Dugny de participer pleinement au projet en accueillant sur son territoire des infrastructures logistiques, des équipements sportifs ainsi que les athlètes, ambition rendue possible grâce aux atouts dont dispose aujourd'hui la commune, tels que détaillés dans le rapport de présentation annexé à la présente délibération:
 - Une très grande accessibilité des sites potentiellement retenus : Gares GPE (Grand Paris Express, gare TEN, branchement direct sur les autoroutes, proximité des aéroports (Le Bourget et Roissy) ;
 - Sécurité des sites et facilité pour sécuriser le village olympique (peu d'habitat et d'activités à proximité immédiate) ;
 - Expérience collective d'organisation de grands événements (COP 21, Salon aéronautique, Fête de l'Humanité) ;
 - Gains environnementaux avec possibilité d'extension du Parc Georges Valbon (terrain des essences), mise en valeur des bassins de la Molette ;
 - Soutien affirmé sur le territoire des opérateurs de la plateforme aéroportuaire (ADP, Viparis, MAE, SIAE, Asrtech...).
- **GARANTIT** le soutien de la collectivité et de la volonté politique d'accueillir le village olympique et paralympique sur son territoire.
- **GARANTIT** l'engagement de la collectivité à prendre toutes les mesures nécessaires pour remplir pleinement ses obligations conformément au plan prévisionnel du village olympique et paralympique.
- **S'ENGAGE** à mettre en œuvre l'ensemble des procédures réglementaires et administratives relevant de leur responsabilité et/ou maîtrise d'ouvrage études et travaux relevant de sa responsabilité et/ou Maîtrise d'Ouvrage,
- **GARANTIT** le soutien de la collectivité aux discussions et négociations auprès des entités publiques, parapubliques et privées parties prenantes dans le projet de Village Olympique et Paralympique
- **S'ENGAGE** à respecter le choix sur le ou les territoires retenus et à soutenir la candidature de Paris quel que soit le site retenu.

Délibération n° 2015/96

Demande de subventions dans le cadre du projet de construction du Centre de Loisirs sans hébergement

Présentation par monsieur le Maire

★ Demande de subvention au titre de la Dotation Politique de la Ville 2015

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la demande de subvention au titre de la Dotation Politique de la Ville 2015 porte sur l'opération de construction du nouveau Centre de Loisirs sans Hébergement, ainsi que les modalités de financement présentées :

<u>Subventions sollicitées au titre de la DPV 2015 :</u>	180 300 euros	13,96%
<u>Subvention sollicitée auprès de la CAF</u>	201 600 euros	15,6%
<u>Autofinancement</u>	910 100 euros	70,43%

- **AUTORISE** monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à la Dotation Politique de la Ville au titre de l'année 2015, et à notifier cette décision à la Préfecture de la Seine-Saint-Denis
- **PRECISE** que les crédits de dépenses sont inscrits à la section d'investissement du Budget Primitif 2015 de la ville
- **DIT** que les crédits de recettes seront inscrits au budget de la ville, dès notification, par procédure budgétaire.

Délibération n° 2015/97

★ Demande de subvention auprès de la Caisse d'allocations familiales dans le cadre de l'opération de construction du Centre de Loisirs sans Hébergement

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **APPROUVE** la demande de subvention auprès de la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'opération de construction du nouveau Centre de Loisirs sans Hébergement, ainsi que les modalités de financement présentées :

<u>Subventions sollicitées au titre de la DPV 2015 :</u>	180 300 euros	13,96%
<u>Subvention sollicitée auprès de la CAF</u>	201 600 euros	15,6%
<u>Autofinancement</u>	910 100 euros	70,43%

- **AUTORISE** monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à la demande de subvention auprès de la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'opération de construction du nouveau Centre de Loisirs sans Hébergement, et à notifier cette décision à la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis.
- **PRECISE** que les crédits de dépenses sont inscrits à la section d'investissement du Budget Primitif 2015 de la ville.
- **DIT** que les crédits de recettes seront inscrits au budget de la ville, dès notification, par procédure budgétaire.

Délibération n° 2015/98

Communication du rapport annuel d'activités 2014 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP)

Présentation par monsieur le Maire

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **PREND ACTE** du rapport d'activité du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne (SIFUREP) pour l'année 2014
- **AUTORISE** monsieur le maire, ou son représentant, à signer tout document administratif relatif au rapport 2014 du Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne

Demande de licences d'entrepreneur de spectacles pour la Ville de Dugny destinées à l'exploitation, la diffusion et la production dans le domaine du spectacle, et désignation du détenteur desdites licences

Présentation par madame Ghislaine JENNER

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter la demande de licences dite de catégorie : 1, 2 et 3 permettant l'exploitation de l'Espace Culturel Henri Salvador.
- **DESIGNE** Monsieur le Maire comme candidat à l'obtention des licences d'entrepreneur de spectacles pour les catégories 1, 2 et 3, pour les trois années à venir
- **AUTORISE** Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents à intervenir et relatifs à cette (ces) licence(s) et à effectuer toutes les démarches en lien avec cette demande.

Délibération n° 2015/100

Mise à disposition d'une boîte aux lettres dans le cadre de la domiciliation postale et sociale des associations de la ville

Présentation par monsieur Quentin GESELL

Après avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

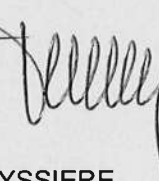
- **FORMULE** un accord de principe quant à la domiciliation en Mairie de toute association de la Ville et/ou ayant pour objet une activité d'intérêt général à Dugny.
- **PRECISE** qu'une telle domiciliation devra être précédée d'une demande de l'association formulée par écrit.
- **PRECISE** que les modalités de cette domiciliation seront formalisées au travers d'une convention de mise à disposition d'une boîte aux lettres dans le cadre de la domiciliation postale et sociale des associations de la Ville.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents à intervenir et relatifs à la mise à disposition d'une boîte aux lettres dans le cadre de la domiciliation postale et sociale des associations de la Ville.

Délibération n° 2015/101

La séance est levée à 22h03

Fait à Dugny, le 14 octobre 2015

Le Maire



André VEYSSIERE

